



PROJET CONSERVATION DES ECOSYSTEM ET GESTION DES  
RESSOURCES EN EAU INTERNATIONALES DE L UFM

ETAT D'AVANCEMENT  
07 JUILLET 2017 AU 05 AVRIL 2018

RESUME DES RESULTATS IMMEDIATS OBTENUS

## **INTRODUCTION**

De juillet 2017 à ce jour, les principaux résultats sont axés sur la mise en œuvre des recommandations de la première réunion du comité régionale de pilotage tenue le 7 juillet 2017 à Freetown, tels que l'établissement et l'opérationnalisation des agences d'exécution, la mise en place des comités multisectoriels, l'engagement des partenaires de mise en œuvre, l'appui aux Etats de s'approprier des documents de projet.

### **1. PROGRES REALISES EN RELATION AVEC LES RESULTATS IMMEDIATS**

Les progrès réalisés durant la période ont contribué aux résultats des trois composantes du projet qui sont les suivants :

#### **1.1. Equipe de gestion du projet établie et opérationnelle : Résultat 3.1.1**

Les quatre agences nationales (Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria, Sierra Léone) et l'agence de régionale d'exécution ont été formellement officialisées. Les Unités de gestion nationales et régionale de gestion du projet officiellement été créée et équipée. Le Comité de pilotage régional a été établi, chaque agence de mise en œuvre a ouvert un compte pour le projet. L'agence d'exécution l'UICN-PACO et la Secrétaire-Générale de l'UFM ont signé un accord de mise en œuvre en octobre 2017. Le Secrétariat de l'UFM, l'Agence d'exécution régionale, a signé en décembre 2017, un accord de mise en œuvre avec chacune des quatre agences nationales d'exécution.

##### **1.1.1. Achat de matériels de bureau pour la gestion et la coordination du projet**

Les 5 agences d'exécution ont reçu des fonds qui devraient améliorer les conditions de travail pour la mise en œuvre efficace et efficiente des activités sur le terrain.

L'achat du matériel informatique est en cours pour les 4 unités nationales de coordination. L'unité régionale d'exécution a déjà acheté 3 ordinateurs portables et une imprimante pour le personnel et un autre ordinateur portable doit être acheté afin de doter tout le personnel.

L'achat des véhicules et des motos sont en cours en Guinée, en Sierra Léone et au Libéria. Un plan passation de marchés doit être mis au point afin d'avoir une vision claire, un modèle du plan se trouve dans le document de mise en œuvre du projet. Les procédures de l'UFM doivent être suivies.

##### **1.1.2. La dotation en personnel de l'unité de gestion du projet régional**

Le processus de recrutement d'un Expert en communication est en cours. La publication du poste dans les 4 pays a été déjà faite. Les demandes ont été reçues et le processus de l'évaluation sera finalisé le 30 avril.

Le poste d'Expert Suivi & Evaluation sera publié en avril 2018 et la fin du recrutement avant le 31 mai , cependant, le Responsable suivi-évaluation de l'Agence Nationale des Zones Protégées de la Sierra Loen a été contracté à temps partiel jusqu'en juin 2018.

### **1.1.1. Préparation des termes de référence**

Avec l'appui de l'agence régionale d'exécution, les 4 agences nationales d'exécution ont produit les termes de référence de l'atelier national de lancement ainsi que ceux du CTM. L'agence d'exécution nationale de la Sierra Léone a élaboré les termes de référence pour la création du comité consultatif local de la portion nationale de Forêt Gola.

Avec l'UICN, les Termes de référence pour la MEOR ont été rédigés et devront être finalisés.

### **1.1.2. Le transfert de la première tranche**

Les quatre (04) Agences nationales d'exécution ont demandé le transfert de la première tranche. Ainsi, les ANEs de Guinée, du Libéria et de la Sierra Léone ont reçu chacune en janvier 2018 le transfert de la première tranche d'un montant de trois cent soixante-deux mille trois cent vingt-neuf dollars des États-Unis (US\$362 329,00). L'ANEx de la Côte d'Ivoire a reçu en février 2018 le premier versement de cinquante-neuf mille deux cent dix dollars des États-Unis (US\$59,210,00). Les 4 agences nationales d'exécution ont reçu en tout un total de 1 146 197,00 \$US. Le Secrétariat de l'UFM a reçu 183 926,00 \$US. Les fonds alloués doivent améliorer les conditions de travail pour une mise en œuvre efficace et efficiente des activités sur le terrain.

## **1.2. Comités Techniques Multisectoriels Nationaux, créés et opérationnels Resultat 2.1.1**

### **1.2.1. Lancement national du projet et création officielle du CTM en Sierra Léone, en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Libéria**

Les agences nationales d'exécution de la Sierra Léone, de la Guinée de la Côte d'Ivoire et du Liberia ont officiellement lancé le projet respectivement à Kenema (les 15 et 16 février 2018), à Conakry (les 14 et 15 mars 2018), à Abidjan (le 20 mars 2018) et à Monrovia (les 02 et 03 avril 2018). Dans ces pays, tous les ministères, les autorités locales, les ONG, les partenaires techniques et financiers sont impliqués dans la gestion des forêts et des ressources en eau. Plus de cent soixante (160) personnes dont 25 femmes ont pris part aux réunions. Les participants ont été informés des objectifs, des résultats attendus et du cadre institutionnel du projet. Le plan d'engagement de mise en œuvre des partenaires du projet a été révisé. Les Comités techniques multisectoriels des 4 pays ont été installés officiellement, leurs règlements et mandat ont été approuvés. Les CTM ont effectué leur première activité en examinant et en validant le Plan de travail annuel et le budget de l'année 2018 présenté par les ANEx. Le PTBA constitue la base pour le système de suivi et d'évaluation du projet.

L'objectif général de l'atelier de lancement est d'informer les parties prenantes nationales sur le projet et les résultats attendus, le Plan de mise en œuvre du projet et d'examiner et d'engager les partenaires nationaux identifiés dans le pays au cours du développement du projet, et d'établir officiellement CTM, de présenter et de valider le Plan de travail et le Budget Annuel 2018.

Les résultats obtenus à la fin des ateliers nationaux ont été les suivants :

En ce qui concerne la liste des CTM, il a été convenu d'ajouter les structures techniques nationales manquantes et la Société Civile et de prendre également en compte la représentativité des femmes et des chefs coutumiers dans l'organe de prise de décisions.

- En Guinée, l'atelier a recommandé au Ministère de l'environnement d'ajouter à la liste du CTM, le Ministère en charge du Genre, MAWOPNET et Partenariat National de l'Eau de Guinée ;
- En Côte d'Ivoire, les Ministères en charge de l'Énergie, des Mines et du Genre ;
- En Sierra Léone, il faut ajouter les représentants des femmes et les Chefs coutumiers ;
- Au Libéria, il faut ajouter le Ministère en charge du Genre, l'Université du Libéria, la liste des partenaires en tant qu'observateur du CTM: World Resource Institute, le CSC-L, le GIZ/, le KfW/AHT et le FFI,

La Côte d'Ivoire et la Guinée avaient déjà fait un/arrêté de création du CTM signé par les ministres. La Sierra Léone et le Libéria devraient aussi créer deux CTM par un décret ministériel.

### **1.2.2. Identification des partenaires de mise en œuvre et leurs engagements**

Au cours du lancement national, tous les partenaires identifiés dans le document de projet et de nouveaux partenaires de mise en œuvre les du projet travaillant dans les paysage du projet ont été invités.

Les partenaires suivants existants ont confirmé leur engagement :

- En Guinée Projet BRIDGE et WOKO ADECAM ;
- En Sierra Leone, RSPB-SL Gola Forest Conservation Society de Sierra Leone (CSSL) et le Projet BRIDGE ;
- En Côte d'Ivoire, WABiCC à travers la Fondation Chimpanze, la GIZ et KfW/AHT ;
- Au Liberia, WABiCC à travers la Fondation Chimpanze, GIZ, RICCE FAGACE, FFI, le Projet BRIDGE.

De nouveaux partenaires ont été identifiés

- Guinée Ecologie et AGUIBES en Guinée,
- Gola Rainforest Conservation Ltd par Garantie (GRCLG) et Greenlife West Africa, en Sierra Léone;
- Greenlife Afrique de l'Ouest, au Libéria.

Lors des Réunions en Sierra Leone et en Guinée, WABiCC et FFI étaient absents. Mais WABiCC était représentée en Côte d'Ivoire et au Libéria, FFI été représenté au Libéria. Toutefois, le coordonnateur du WABiCC, M. TIEGA Ananda a rencontré au cours de sa

mission le 14 mars, à Freetown, Melle Sadya Karim, coordonnatrice Nationale de la Sierra Leone,

En tant que partenaires ayant renoncé au projet, Fauna and Flora International en Guinée a confirmé son retrait du projet.

Il a été recommandé à tous les ANEx de faire une cartographie de tous les partenaires qui mettent en œuvre un projet dans la même forêt paysage et dans les bassins hydrographiques afin de renforcer la synergie et la complémentarité en tant que partenaires de cofinancement.

Les partenaires d'exécution ont été positionnés sur les activités et il y avait des activités qui avaient plus d'un partenaire. Il a été convenu que les activités qui ont plus d'un partenaire, l'ANEx sollicitera une demande proposition (DP) qui sera évaluée sur la meilleure option.

En Sierra Leone alors qu'il ait été convenu qu'une semaine leur serait donné mais au cas où une activité serait déclinée, l'ANEx demanderait des propositions d'autres entreprises dûment qualifiées, les ONGs nationales et internationales opérant à l'intérieur et en dehors du paysage.

### **1.2.3. Situation de la Rainforest Alliance**

Au cours de la maturation du projet GEF, le principal partenaire de mise en œuvre identifié était Rainforest Alliance.

Concernant le principal partenaire de mise en œuvre du projet, Rainforest Alliance, il a été remarqué depuis le lancement en Sierra Leone, son absence et aussi sa non représentation en Guinée, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et au Libéria.

En Guinée, il a été recommandé à l'Agence d'exécution nationale d'envoyer un mail à Rainforest Alliance pour demander son engagement dans le projet. En attendant la réponse de la Rainforest Alliance, les potentiels partenaires locaux et nationaux de mise en œuvre ont été identifiés pour effectuer les activités. Il a été noté que la mise en œuvre des activités nécessite une équipe multidisciplinaire et il serait difficile à un seul partenaire de mettre en œuvre l'activité considérée. Le système d'un consortium de partenariat avec un leader a été recommandé. Au cas où Rainforest décide de participer, il doit travailler avec le consortium.

En Sierra Leone, on a considéré une inclusion éventuelle de Rainforest Alliance et cela a été suggéré. La plupart des membres du CTM ont convenu de l'idée car étant déjà en partenariat avec RSPB/GRNP. Cependant, des consultances peuvent leur être accordées pourvu que qu'ils remplissent les critères de sélection. Toutefois, il a été convenu à l'unanimité que Rainforest Alliance soit inclus pour nécessité éventuelle de leur expertise technique. Gola Rainforest Conservation Ltd by Garantie (GRCLG) a également suggéré de faire partie de la liste des partenaires de mise en œuvre.

Bien que Rainforest Alliance n'opère pas directement en Sierra Leone, CTM, RSPB et CCSL ont décidé de demander l'expertise de Rainforest Alliance sur des activités où c'est nécessaire.

Au Libéria, la même situation a été encore remarquée, Rainforest Alliance n'est pas connu.

Par consensus, à la deuxième session du Comité de pilotage régional, à Monrovia, au Libéria, le cas de Rainforest Alliance sera discuté, et la décision sera prise.

### **1.3. Meilleures pratiques dans le cadre d'activités liées aux secteurs de production qui menacent l'écosystème forestier sont identifiées et diffusées dans les principaux secteurs de production (Résultat 1.1.1)**

L'organisation d'une mini formation régionale sur l'approche MEOR pour renforcer les capacités des agences d'exécution a eu lieu le 5 avril 2018, à Monrovia, au Libéria, ce qui aidera à déterminer les possibilités et les options de restauration de différents paysages et de collecter toutes les informations socio-économiques et l'établissement de comités consultatifs locaux et transfrontaliers et d'autres plateformes de négociation du plan d'aménagement intégré..

### **1.4. L'AVANCEMENT DU PROJET VERS L'ATTEINTE DES RÉSULTATS DOCUMENTÉS ET PARTAGÉS AVEC TOUS LES PARTIES PRENANTES (Résultat 1.2.1& 2.3.1)**

#### **1.4.1. La production, la connaissance, la communication et le suivi et l'évaluation**

##### **1.4.1.1. Les principales activités de communication**

Des unités de coordination du Projet national de Sierra Leone, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire et du Libéria ont produit un rapport de lancement national.

Au cours de l'atelier de lancement, le projet du FEM et son dispositif institutionnel, le rapport d'avancement de juillet 2017 à mars 2018 ont été présentés par les unités de coordination régionales et nationales, les initiatives menées dans les paysages par les partenaires d'exécution ont été présentés aux parties prenantes nationales dans les quatre pays.

La communication à travers les médias TV, radio et journaux a été faite. Les interviews à la radio et à la télévision ont été enregistrées et des communiqués de presse produits. Toutes les communications ont été documentées par les ANEx. L'UICN-PACO a fait un communiqué de presse dans leur bulletin.

##### **1.4.1.2. Deuxième Comité de Pilotage Régional**

Le deuxième comité régional de pilotage aura lieu le 6 avril 2018 à Monrovia, au Libéria. Au cours de la session, le rapport d'avancement, le plan de travail annuel et le budget 2018 seront examinés et approuvés par le CRP.

Les statuts et la composition du comité régional de pilotage seront discutés.

## **1.5. L'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES ACTIVITÉS DE L'AGRICULTURE À PROXIMITÉ DES ZONES PROTÉGÉES ( RESULTAT 1.1.3)**

### **1.5.1. CREATION DE COMITÉ CONSULTATIF LOCAL DE GOLA FOREST EN SIERRA LEONE**

L'Agence Nationale d'exécution, avait invité dans l'après-midi du 16 février 2018, des représentants des sept sous-préfectures riveraines de la forêt de Gola et pour les informer des résultats du projet et de leur rôle en tant que bénéficiaires des actions du projet.

La réunion a été facilitée avec l'existence de comités locaux du Parc National de Gola Rainforest, il a été de travailler au renforcement de ceux-ci et d'établir une seule plateforme pour Gola dans le cadre du projet.

La réunion a examiné la composition du comité local. La réunion a noté qu'il y a 7 comités locaux existants composés de 10 membres par comité. Après délibérations, il a été convenu que chaque comité local doit nommer deux membres pour le comité consultatif local de Gola Forest : le président de chaque comité local et un représentant par chaque préfecture désigné par le chef coutumier.

Il a également été suggéré à l'unité d'exécution du projet de travailler en étroite collaboration avec divers chefs coutumiers pour effectuer une cartographie claire des membres du Comité consultatif.

### **2. Contraintes et Difficultés rencontrées et proposition de solutions**

Les fonds sont disponibles ; les agences d'exécution devraient être opérationnelles en se dotant de matériel et de la logistique. On constate une lenteur dans la préparation du plan de passation des marchés . Le principal partenaire de mise en œuvre, Rainforest Alliance est toujours absent dans le projet et cela entrave le processus de contractualisation des partenaires locaux. L'élaboration des termes de référence des activités n'a pas encore démarrée, les ANEx de la Sierra Léone, du Libéria et de la Guinée devraient recruter un assistant technique à court terme pour préparer les contrats des partenaires de mise en œuvre.

L'arrangement institutionnel du projet présente des typologies diverses.

La Côte d'Ivoire n'a pas de Fonds GEF STAR mais bénéficie des activités régionales de la composante 1 ces activités régionales sont en même temps, conditionnées par des activités d'interventions des 3 bénéficiant des fonds STAR. D'autre part, l'UFM qui coordonne les activités régionales n'a pas de fonds alloués, seulement les 4 agences d'exécution ont reçu des fonds.

Les experts M&E et communication ont leur budget alloué au niveau national, mais font partie personnel de l'Unité régionale. Une Stratégie devrait être trouvée au niveau national et cela pourrait contribuer au paiement de leur salaire ?

Cela est un cas particulier ; une proposition visant à mettre en œuvre les activités pourraient être :

- a) rechercher la possibilité des ANEx à contribuer à la contractualisation et au paiement du consultant international/régional à travers un sous-contrat selon les interventions dans les portions nationales afin de couvrir le montant total du contrat (au cas où le budget n'est pas attribué à l'ARE qui assure la coordination de l'activité concernée).
- b) Rétrocéder les allocations des ANEx à l'ARE pour l'exécution et le suivi du contrat des activités régionales.
- c) Une lettre du Directeur Régional de l'UICN devrait être envoyée aux ANEx afin d'obtenir leur accord pour le transfert des lignes budgétaires relatives aux Experts de communication et de S & E . Vérifier la possibilité de cette procédure.

Le Centre Forestier de Nzérékoré, est situé à 1200 km de Conakry, où la CTM est établi. Cette distance semble être un facteur restrictif des activités de CTM dont l'ANE est le Président.

Les ANEx de la Sierra Leone, de la Guinée et du Libéria ont ouvert le compte du projet dans une banque commerciale ; tandis que, la Côte d'Ivoire a son compte au trésor public. Le Gouvernement de la Côte d'Ivoire a décidé de transférer l'ensemble des bailleurs de fonds au conseil du trésor. Le processus de retirer de l'argent est différent des banques commerciales. Le contrôleur financier demande à l'ANEx de présenter le budget sur le modèle national et de le lui soumettre. Puisque le processus traverse de nombreux contrôles, l'ANEx devrait travailler par anticipation ou d'ouvrir un compte dans une banque commerciale pour exercer les activités suivant le chronogramme du Plan de travail annuel.

### 3.EXECUTION FINANCIERE AU 5 AVRIL 2018

L'accord de subvention signé entre l'UFM et l'UICN est de 6 336 364 USD (USD 6336364.00); L'exécution financière du projet au 5 avril 2018 s'élève à 147 677 USD (142677USD), ce qui représente un taux d'exécution de 2,25%. Voir le tableau ci-dessous

| N° | Activités   | Dépense totale effective au 5 avril 2018, Montant \$US |
|----|---|--|
| 1  | Atelier de validation des dispositions institutionnelles et procédures de mise en oeuvre  | 12987  |
| 2  | Translation of the Project Document and the Budget  | 5189   |
| 3  | Mission de consultation de l'UICN au Secrétariat de l'UFM sur le lancement du projet et les procédures de mise en œuvre de préparation du budget, du plan de travail et du manuel d'exécution de manuel | 2125   |



|    |   |        |
|----|---|--------|
| 4  | Réunion de travail sur la méthodologie de planification, de budgétisation et d'élaboration du manuel de mise en œuvre | 738    |
| 5  | Lancement regional et planification, 1er comite regional de pilotage  | 38074  |
| 6  | Formation regionale and 2 <sup>nd</sup> comite regional de pilotage   | 20750  |
| 7  | UNCP SIERRA LEONE   | 26273  |
| 8  | UNCP GUINEA   | 15800  |
| 9  | UNCP COTE D IVOIRE  | 11117  |
| 10 | UNCP LIBERIA  | 9624   |
|    | Total   | 142677 |

## CONCLUSION

L'année 2018 est cruciale en termes de couverture des activités d'exécution pour les 2 premières années. Les entités d'exécution doivent assurer une synergie efficace entre elles en utilisant les mécanismes prévus dans le cadre des arrangements institutionnels et de la procédure de mise en œuvre du projet. Les agences d'exécution régionale (MRU) et nationales (pays) doivent finaliser la cartographie de l'ensemble des partenaires au niveau des bassins et les paysages, identifier les synergies, les complémentarités pour maximiser l'utilisation des ressources disponibles.

Les ANEx en rapport avec l'ARE et l'UICN doit sélectionner les principaux partenaires d'exécution au niveau des paysages forestiers et engager des discussions concrètes afin de les contracter pour la mise en œuvre des activités du projet.

La capacité d'exécution est le long de la durée du projet pour assurer l'exécution du projet et la cohérence des interventions entre les niveaux régional et national.

Au regard du taux d'exécution à la fin du premier trimestre 2018, la mise en œuvre des activités contribuant à la production de connaissances, aux études et à la collecte de données, à la création d'autres organes consultatifs, à l'achèvement des achats de la logistique, doit commencer d'urgence.